

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2010

20 SEPTEMBRE 2010

Proposition de loi modifiant la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, en vue de traduire l'égalité des sexes dans la terminologie utilisée

(Déposée par Mmes Sabine de Bethune et Cindy Franssen)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 25 janvier 2010 (doc. Sénat, n° 4-1611/1 - 2009/2010).

Généralités

Divers textes de loi sont encore entachés de sexisme dans leur rédaction. Le masculin reste en effet dominant dans la langue usitée. Cela signifie que notre langue véhicule des évidences qui reviennent à dire que le masculin est toujours l'élément général, l'élément central et l'élément plus apprécié, tandis que le féminin est l'élément d'exception, l'élément marginal et l'élément moins apprécié (1). Les femmes sont trop souvent invisibles dans la langue; celle-ci ne reflète donc plus la réalité actuelle.

Nous devons réfléchir aux conséquences éventuelles que peut avoir la portée argumentative des textes sur la perception de la femme et de l'homme et à la qualité de la politique qu'elle sous-tend. L'essentiel n'est pas tant ce que la langue transmet à propos des différences biologiques entre les sexes que ce que la langue et les textes véhiculent implicitement sur le rôle

(1) Sneller et Verbiest, 2002.

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2010

20 SEPTEMBER 2010

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008, met als doel in de gebruikte terminologie de geslachts-gelijkheid tot uitdrukking te brengen

(Ingediend door de dames Sabine de Bethune en Cindy Franssen)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 25 januari 2010 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 4-1611/10 - 2009/2010).

Algemeen

In verschillende wetteksten worden we nog steeds geconfronteerd met gendergeladen taalgebruik. Er blijft sprake van een mannelijke dominantie in de taal. Dit houdt in dat onze taal vanzelfsprekendheden bevat die erop neerkomen dat het mannelijke steeds het algemene, het centrale en het hogergewaardeerde is, terwijl het vrouwelijke het uitzonderlijke, het marginale en het mindergewaardeerde vormt (1). Vrouwen zijn te vaak onzichtbaar in taal. Op die manier reflecteert de taal de huidige werkelijkheid niet meer.

We moeten oog hebben voor de mogelijke gevolgen die de argumentatieve lading van teksten kan hebben voor het denken over vrouwen en mannen en voor de kwaliteit van het daarmee samenhangende beleid. Het gaat dan niet zozeer om wat er wordt meegegeven over biologische sekseverschillen, maar om wat taal en tekst impliciet te denken geven over de plaats van

(1) Sneller en Verbiest, 2002.

des femmes et des hommes dans la société, sur leurs relations mutuelles et sur l'appréciation différente du masculin et du féminin.

Ce point de vue est partagé par le Conseil de l'Europe qui, déjà en 1990, a attiré l'attention dans sa recommandation n° R(90)4 sur le rôle fondamental que joue le langage dans la formation de l'identité sociale des individus, et sur l'interaction qui existe entre le langage et les attitudes sociales.

Le Conseil s'est en outre dit convaincu que le sexisme dont est empreint le langage en usage dans la plupart des pays européens — qui fait prévaloir le masculin sur le féminin — constitue une entrave au processus d'instauration de l'égalité entre les femmes et les hommes du fait qu'il occulte l'existence des femmes, qui représentent la moitié de l'humanité.

Le Conseil de l'Europe recommande ainsi aux États membres de promouvoir un langage traduisant le principe d'égalité entre les hommes et les femmes, de prendre toutes les mesures qu'ils jugent nécessaires pour encourager l'utilisation d'un langage non sexiste de manière à reconnaître la présence, le statut et le rôle de la femme dans la société — comme c'est le cas pour l'homme dans le langage actuel — de continuer à intégrer cette terminologie dans les textes de loi, dans l'administration publique et dans l'enseignement, et d'inciter les médias à utiliser un langage non sexiste.

Dénominations de professions

En ce qui concerne plus particulièrement l'emploi des dénominations de professions, force est de constater que très souvent le terme masculin prévaut sur le féminin ou même que le nom de la profession n'existe pas au féminin.

Au départ, les initiatives visant à changer cette situation s'orientaient plutôt vers une véritable féminisation des dénominations de professions.

L'avis n° 48 du 18 novembre 1988 de la Commission du travail des femmes fut une référence dans le domaine spécifique des dénominations de professions. Dans ledit avis, la Commission reconnaît la nécessité de féminiser la dénomination des professions, des fonctions, des grades et des titres.

Elle pense ainsi contribuer à l'instauration de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes sur le marché du travail. Elle attire notamment l'attention sur le fait que plusieurs études scientifiques ont démontré l'existence de rapports étroits entre le contenu et la forme des messages, entre le vocabulaire et l'organisation des sociétés humaines. Une offre d'emploi contenant une dénomination de profession uniquement masculine ou féminine, même suivie de la

vrouwen en mannen in de maatschappij, over hun onderlinge verhoudingen en over het verschil in waardering voor het mannelijke en het vrouwelijke.

Die visie wordt ondersteund door de Raad van Europa die reeds in 1990 in aanbeveling nr. R (90) 4 de nadruk vestigde op de fundamentele rol van taal in het vormen van een individuele sociale identiteit, alsook op de interactie die bestaat tussen taal en sociale gedragingen.

De Raad sprak daarbij de overtuiging uit dat het seksisme dat het huidige taalgebruik in de meeste Europese landen kenmerkt, waarbij het mannelijke prevaleert op het vrouwelijke, de totstandkoming van gelijkheid tussen man en vrouw verhindert omdat het aldus het bestaan van vrouwen als de helft van de wereldbevolking negeert.

De Raad van Europa beveelt de lidstaten daarbij aan om taalgebruik te promoten dat uiting geeft aan het gelijkheidsprincipe tussen mannen en vrouwen; om elke maatregel te nemen die de lidstaten nodig achten om het gebruik aan te moedigen van niet-gendergeladen taal; om rekening te houden met de aanwezigheid, de status en de rol van de vrouw in de maatschappij, zoals het huidige taalgebruik doet voor de man; om deze terminologie verder ingang te doen vinden in wetteksten, in de overheidsadministratie en in het onderwijs; om het niet-gendergeladen taalgebruik aan te moedigen in de media.

Beroepsnamen

Specifiek bij het gebruik van beroepsnamen kunnen we nog zeer vaak vaststellen dat de mannelijke term prevaleert op de vrouwelijke of dat er zelfs geen vrouwelijke versie van de beroepsnaam bestaat.

Aanvankelijk gingen initiatieven om hierin verandering te brengen eerder in de richting van een werkelijke feminisering van de beroepsnamen.

Belangrijk voor het specifieke terrein van de beroepsnamen was het advies nr. 48 van 18 november 1988 van de Commissie Vrouwenarbeid. Die Commissie sprak zich positief uit over de noodzaak om de benaming van beroepen, ambten, graden en titels te vervrouwelijken.

«De Commissie is van mening hiermee een bijdrage te leveren aan de gelijke behandeling van mannen en vrouwen op de arbeidsmarkt. Ze vestigt er onder meer de aandacht op dat verschillende wetenschappelijke studies hebben aangetoond dat er een nauw verband bestaat tussen de inhoud en de vorm van de boodschap, tussen de woordenschat en de organisatie van de menselijke samenleving. Een werkaanbod dat uitsluitend mannelijke of vrouwelijke

mention «H/F», entretient la ségrégation du marché du travail.

Dès le 21 juin 1993, le Conseil de la Communauté française approuva un décret relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre.

Cette tendance à la féminisation explicite a évolué ces dernières années, et l'on s'oriente plutôt désormais vers une volonté de rendre les textes neutres en matière de genre. L'objectif est d'employer un langage non sexiste, qui n'attribue pas une certaine valeur à une fonction selon qu'elle est exercée par un homme ou par une femme.

En 1994, le Conseil pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes publiait un avis dans lequel il se prononçait, en ce qui concerne la féminisation des dénominations de professions, en faveur de l'utilisation d'une dénomination neutre sur le plan du genre lorsque celle-ci existe pour désigner une profession ou une fonction déterminée.

Le VDAB suit lui aussi cette tendance. Dans un premier temps, il ne s'intéressait pas particulièrement aux inégalités en matière de genre dans les dénominations de professions, mais comme il recevait fréquemment des signaux à ce propos en provenance du terrain, il jugea l'heure propice à un *genderscreening* de manière à rendre le CO.BR.A (le répertoire des compétences et des professions pour le marché du travail) neutre en matière de genre. Dans le cadre du système de classification des groupes de professions, le VDAB a ainsi étendu le choix de professions pour l'ensemble des utilisateurs des fiches CO.BR.A en tenant compte du genre. Il a été choisi délibérément de ne pas féminiser de manière systématique, la préférence étant accordée aux formes neutres qui ne sont ni féminines, ni masculines. Les formes masculines des dénominations de professions sont conservées lorsqu'elles peuvent être employées de manière neutre. Dans la mesure du possible, les formes à connotation féminine ou masculine sont évitées et remplacées par des formes neutres ou des formes masculines pouvant être employées de manière neutre. Le VDAB souligne également que les descriptions de professions présentent, elles aussi, une connotation de genre indésirable de par les pronoms utilisés (il, le, lui) et le contenu. La description des conditions de travail et des compétences n'échappe pas non plus à ces connotations de genre. Ce projet d'intégration de la dimension du genre dans le répertoire CO.BR.A, baptisé projet GECO, a vu le jour avec le soutien du Fonds social européen (FSE).

Secteur médical

Pour ce qui est de la langue néerlandaise, les dénominations de professions à connotation masculine sont encore particulièrement nombreuses dans le

beroepsnamen bevat, ook al staat er «M/V» achter, bevestigd de segregatie van de arbeidsmarkt.».

Op 21 juni 1993 nam de Raad van de Franse Gemeenschap al een decreet aan over de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

Deze tendens tot expliciete vervrouwelijking evoeueerde de jongste jaren naar de tendens teksten eerder genderneutraal te maken. Op die manier komt men tot een niet-seksistisch taalgebruik, waarbij niet een bepaalde waarde gegeven wordt aan een functie naargelang deze wordt uitgeoefend door een man of een vrouw.

In 1994 bracht de Raad voor de Gelijke Kansen voor mannen en vrouwen een advies uit, waarbij hij zich voorstander toont om, wat betreft de feminisering van de beroepsnamen, de genderneutrale benaming te gebruiken wanneer deze mogelijkheid bestaat bij een bepaald beroep of een bepaalde functie.

Deze tendens is ook merkbaar bij de VDAB. Waar zij oorspronkelijk geen speciale aandacht hadden voor de genderscheefftrekking in de beroepsnamen (genderbias), kregen ze hierover herhaaldelijk signalen uit het werkveld. De tijd leek dan ook rijp om via een genderscreening CO.BR.A (COMPetenties en Beroepen Repertorium voor de Arbeidsmarkt) genderneutraal te maken. Bij hun classificatiesysteem van beroepenclusters gingen ze dan ook de beroepskeuze voor alle gebruikers van de CO.BR.A-fiches op een genderbewuste manier verbreden. Ze kiezen er bewust voor om niet systematisch te vervrouwelijken. De neutrale vorm die vrouwelijk noch mannelijk is heeft de voorkeur. De mannelijke vormen van beroepsnamen die neutraal gebruikt kunnen worden, worden behouden. Vrouwelijke en mannelijke gemarkeerde vormen worden zoveel mogelijk vermeden en vervangen door neutrale of mannelijke vormen die neutraal gebruikt kunnen worden. Ze wijzen er ook op dat beroepsomschrijvingen ook via de gehanteerde aanspreekvorm (hij, zijn, hem) en door de inhoudelijke omschrijving een ongewenste genderlading in zich dragen. Ook in de beschrijving van de arbeidsomstandigheden en de competenties vinden we deze genderladingen terug. Dit genderaspect in het CO.BR.A-systeem (GECO) kwam tot stand met de steun van het Europees Sociaal Fonds (ESF).

Medische sector

Een sector binnen de beroepsnamen waar dit nog opmerkelijk vaak tot uiting komt, is de medische sector. En wat opvalt, is dat het vooral overeind blijft

secteur médical. Mais le plus frappant est de constater que ce type de dénomination subsiste surtout dans les fonctions médicales supérieures, alors que les termes neutres « *verpleegkundige* » (infirmier) et « *zorgkundige* » (aide-soignant) sont déjà bien entrés dans les mœurs. Plus on monte dans la hiérarchie, plus la dénomination de la profession a une connotation masculine.

La langue néerlandaise emploie ainsi généralement le terme « *geneesheer* » pour désigner un médecin. Ce terme à forte connotation masculine remonte clairement à des temps révolus, la profession s'étant sensiblement féminisée. Les véritables évolutions se heurtent ici clairement aux préjugés tenaces qui entourent les relations entre les hommes et les femmes. Il convient dès lors d'abandonner pour de bon ce terme dépassé et de lui substituer systématiquement partout le terme « *arts* », neutre sur le plan du genre.

Le rapport 72A du Centre fédéral d'expertise des soins de santé (KCE), intitulé « L'offre de médecins en Belgique : situation actuelle et défis », faisait déjà état de la féminisation de la profession médicale. En 2005, les femmes représentaient 30,1 % des médecins, alors qu'elles constituaient 59,5 % des jeunes diplômés.

En outre, toutes les propositions de réforme de l'Ordre des médecins réitérèrent la demande générale de remplacer systématiquement le terme « *geneesheren* » par le terme « *artsen* » et donc de ne plus utiliser que la dénomination « *Orde van Artsen* » (Ordre des médecins).

Proposition de loi

Le but des auteures de la présente proposition de loi est de renforcer, par une simple modification linguistique, la conscience du problème des termes sexistes.

À une époque où le marché du travail souffre encore de ségrégations, où il subsiste un fossé au niveau des salaires et des pensions et où les femmes continuent de se heurter à un plafond de verre dans la voie menant aux fonctions supérieures, de nombreuses propositions de loi visant à instaurer l'égalité entre les hommes et les femmes ont un coût budgétaire incontestable.

En revanche, la modification de loi proposée ne coûte rien mais elle est susceptible de renverser les mentalités, ce qui serait déjà un grand pas en avant.

Les auteures proposent d'utiliser des termes neutres sur le plan du genre pour désigner les fonctions citées dans la loi sur les hôpitaux. En effet, la langue et le langage jouent un rôle crucial dans les inégalités en matière de genre. Des termes apparemment neutres

pour de hogere medische functies. De termen verpleegkundige en zorgkundige zijn wel al goed ingeburgerd. Hoe hoger het echelon, hoe mannelijker de benaming om « haar » een naam te geven.

Zo spreekt men meestal van « geneesheer », wat duidelijk uit voorbijgestreefde tijden stamt gelet op de uitgesproken vervrouwelijking van het beroep. De feitelijke ontwikkelingen botsen hier duidelijk op de diepverankerde opvattingen over man-vrouwverhoudingen. Het past dan ook om die voorbijgestreefde term voorgoed op te bergen en die overal en systematisch te vervangen door het genderneutrale « arts ».

Dat het medisch beroep vervrouwelijkt bleek reeds uit het rapport 72A van het Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg (KCE) « Het aanbod van artsen in België : huidige toestand en uitdagingen ». In 2005 was 30,1 % van het aantal artsen een vrouw, terwijl deze verhouding reeds 59,5 % bedraagt bij de pas afgestudeerden.

Ook bij alle hervormingsvoorstellen van de Orde van Geneesheren kwam de algemene eis naar voren om de term « geneesheren » overal te vervangen door « artsen » en dus enkel nog te spreken van de « Orde van Artsen ».

Wetsvoorstel

De indiensters pleiten in dit wetsvoorstel voor een eenvoudige ingreep via de taal, zodat het bewustzijn rond gendergeladen termen versterkt wordt.

In tijden waar de arbeidsmarkt nog steeds gesegregeerd is, waar er nog steeds een loon- en een pensioenkloof bestaat, waar vrouwen nog steeds tegen een glazen plafond botsen op weg naar topfuncties, wegen vele wetsvoorstellen die gelijkheid tussen mannen en vrouwen nastreven ook uitdrukkelijk op de begroting.

Dit voorstel is echter een kosteloze wetswijziging die wel een verandering in de geest kan teweegbrengen. Een mentaliteitsverandering op dit punt zou al een grote stap vooruit zijn.

De indiensters stellen voor om in de Ziekenhuiswet bepaalde functies genderneutraal te maken. Taal en taalgebruik spelen namelijk een cruciale rol bij de genderbias. Ogenscheinlijk neutrale termen geven op een subtiele manier aan of een beroep meer voor

indiquent subtilement si une profession convient mieux aux hommes qu'aux femmes, sans qu'aucune raison grammaticale ne le justifie. Les auteurs demandent aussi aux acteurs politiques de tenir compte systématiquement de la dimension du genre. Le *gender mainstreaming* implique non seulement un changement juridique, mais aussi un changement culturel fondamental du comportement individuel et des attitudes et pratiques collectives, ainsi qu'une action politique résolue axée sur une mobilisation la plus large possible (1).

Pronoms personnels et adjectifs possessifs néerlandais

En néerlandais, on peut pratiquement considérer que la distinction en matière de sexe est plus marquée dans les pronoms personnels et adjectifs possessifs que dans les substantifs (2). Le pronom personnel et l'adjectif possessif pouvant soit se référer personnellement à un être vivant, soit renvoyer à sa désignation, il faut tenir compte aussi bien du sexe de l'individu que du genre grammatical du mot.

Les pronoms personnels «*zij*» et «*hij*» sont indicateurs de sexe et de genre grammatical. C'est la raison pour laquelle il convient d'employer systématiquement les deux pronoms «*hij*» et «*zij*».

Les adjectifs possessifs sont, eux aussi, étroitement liés au genre du possesseur auquel il est fait référence.

Dans un texte de loi, le remplacement de «*hij*» par «*hij/zij*», de «*zijn*» par «*zijn/haar*» et de «*hem*» par «*hem/haar*» n'est pas très élégant et nuit à la lisibilité du texte. En outre, il serait curieux que la formulation «*hij/zij*» n'apparaisse que dans une seule loi. Il est préférable de mener un débat général à ce sujet.

Les auteurs proposent une autre solution qui consiste à employer les termes «*de betrokkene*» (l'intéressé) ou «*de betrokken arts*» (le médecin intéressé). Le terme a un usage générique, ce qui signifie qu'il renvoie à des personnes intéressées sans distinction de sexe.

Puisqu'il subsiste encore des textes sexistes, il faut peut-être pousser le raisonnement plus loin. Par exemple, il ne semble pas superflu de créer une commission linguistique spéciale ou de rédiger un manuel.

(1) Extrait de la communication de la Commission européenne, «Intégrer l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des politiques et actions communautaires», COM (96) 67 final, 21 février 1996.

(2) Féminisation des titres et fonctions du personnel de la Ville de Bruxelles, Patricia Niedzwiecki.

mannen dan voor vrouwen geschikt is, hoewel daar grammaticaal gezien geen enkele grond voor bestaat. Van beleidsactoren wordt ook verwacht dat ze systematisch rekening houden met het genderperspectief. Gendermainstreaming verwacht niet alleen een juridische aanpassing maar ook een wezenlijke culturele verandering van zowel individueel gedrag als collectieve attitudes en praktijken en een resolute politieke actie die op een zo breed mogelijke mobilisatie berust (1).

Persoonlijke en bezittelijke voornaamwoorden

In het Nederlands kunnen qua sekse-onderscheid persoonlijke en bezittelijke voornaamwoorden haast worden beschouwd als meer doorslaggevend dan naamwoorden (2). Aangezien het voornaamwoord zowel rechtstreeks een levend wezen kan aanduiden, als terugwijzen op de naam van een levend wezen, moet rekening worden gehouden zowel met de sekse van het individu als met het genus van het woord.

De persoonlijke voornaamwoorden «*zij*» en «*hij*» zijn sekse- en genusaanduidend. Derhalve moeten dan ook telkens de beide voornaamwoorden «*hij*» of «*zij*» worden gebruikt.

Ook de bezittelijke voornaamwoorden staan in nauw verband met de personen van de persoonlijke voornaamwoorden.

De vervanging in een wettekst van «*hij*» door «*hij/zij*» en van «*zijn*» door «*zijn/haar*» en van «*hem*» door «*hem/haar*» is niet echt esthetisch en maakt de tekst moeilijk leesbaar. Bovendien zou het merkwaardig zijn dat de formulering «*hij/zij*» slechts voorkomt in één enkele wet. Hierover kan best een algemeen debat gehouden worden.

Alternatieven die de indiensters hiertoe suggereren zijn «*de betrokkene*», of «*de betrokken arts*». De term is generiek gebruikt, dat wil zeggen dat men bedoelt te verwijzen naar personen die betrokken zijn, zonder op hun sekse te letten.

Vermits deze gendergeladen teksten nog steeds de wereld niet uit zijn, moeten we misschien nog een stap verder denken. De oprichting van een bijzondere taalcommissie of de opstelling van een handleiding bijvoorbeeld lijkt niet overbodig.

(1) Uittreksel uit de mededeling van de Europese Commissie, «Integratie van gelijke kansen voor vrouwen en mannen in alle communautaire beleidsvormen en acties», COM (96) 67 definitief, 21 februari 1996.

(2) Feminisering van de titels en functiebenamingen van het personeel van de stad Brussel, Patricia Niedzwiecki.

La commission pourrait être chargée d'établir une liste de dénominations neutres en remplacement des dénominations masculines et féminines existantes. Les dénominations neutres de professions et de fonctions présentes dans cette liste ainsi que les dénominations neutres déjà utilisées devraient ensuite être employées systématiquement dans la terminologie légale, administrative, en droit du travail et en droit social.

Il s'agit en fin de compte d'une modification fondamentale portant sur l'ensemble de la langue juridique. C'est pourquoi nous devrions peut-être lancer une adjudication particulière visant à passer les textes légaux au crible et à rédiger un manuel fixant les règles de rédaction de la législation, qui soit neutre sur le plan du genre. La section de législation du Conseil d'État serait aussi chargée d'examiner toute nouvelle législation à la lumière de ces nouvelles règles rédactionnelles.

Texte français

Les auteurs reconnaissent que la présente proposition de loi ne représente qu'une première étape dans un processus qui devra analyser et traiter cette problématique de manière plus approfondie. Elles se servent de cette législation symbolique pour préciser la problématique.

La présente proposition de loi tend à modifier le langage employé dans la législation. Elle aura donc aussi une incidence sur le texte français. Le terme «*geneesheer*» constitue évidemment un exemple choquant d'une terminologie sexiste en néerlandais.

Le mot «*médecin*» a-t-il la même connotation masculine en français? Peut-on le remplacer par un terme plus neutre? Le problème peut évidemment être réglé plus facilement dans cette langue par l'usage de l'article «*un*» ou «*une*» devant le substantif, mais comme nous l'avons vu ci-dessus, ce n'est pas une solution pour les textes légaux.

Les auteurs sont disposées à chercher une solution à ce problème aussi en français. On pourrait peut-être envisager d'utiliser le pluriel.

Proposition de révision de la Constitution

Nous avons déjà déposé, au cours de la précédente législature, une proposition qui constituait une première initiative dans la bonne direction. En s'inspirant du Conseil de l'Europe, qui a réécrit sa propre Charte (Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne) en vue de consacrer l'égalité des sexes, nous avons proposé de modifier en ce sens notre Constitution belge, laquelle doit faire figure d'exemple dans ce domaine.

De commissie zou belast kunnen worden met de uitwerking van een lijst van alternatieve neutrale benamingen voor thans bestaande mannelijke en vrouwelijke benamingen. De door de commissie opgestelde lijst van neutrale benamingen voor beroepen en functies en de neutrale benamingen die wel reeds ingang vonden, moeten dan systematisch opgenomen worden in het wettelijke, administratieve, arbeidsrechtelijke en sociaalrechtelijke taalgebruik.

Finaal gaat het om een fundamentele wijziging van het juridisch taalgebruik in zijn geheel. Daarom moeten we misschien ook een bijzondere opdracht uitschrijven om wetteksten te screenen en een handleiding op te maken met stelregels voor de redactie van genderneutrale wetgeving. De afdeling Wetgeving van de Raad van State zou de nieuwe wetgeving ook aan deze nieuwe stelregels moeten toetsen.

Fransse tekst

De indiensters erkennen dat dit wetsvoorstel slechts een eerste stap vormt in een beweging die deze problematiek grondiger moet onderzoeken en moet aanpakken. Ze grijpen deze symboolwetgeving aan om de problematiek scherp te stellen.

Dit voorstel houdt een wijziging in van het taalgebruik in wetgeving. Dit heeft dus ook zijn gevolgen voor de Franse tekst. «*Geneesheer*» is natuurlijk een aanstootgevend voorbeeld in het Nederlands van gendergeladen woordgebruik.

Heeft «*médecin*» in het Frans dezelfde mannelijke connotatie? Bestaat er een neutraler alternatief? In het Franse taalgebruik kunnen ze dit natuurlijk eenvoudiger oplossen door «*un*», dan wel «*une*» voor het zelfstandig naamwoord te gebruiken, maar dat is dus geen oplossing voor de wetgevende teksten (zie hierboven).

De indiensters zijn bereid ook hier te zoeken naar een oplossing. Eventueel kan de meervoudsvorm gebruikt worden?

Voorstel tot grondwetsherziening

Wij dienden reeds in de vorige legislatuur een voorstel in dat een stap in de goede richting wil te zetten. Naar het voorbeeld van de Raad van Europa die het eigen Charter (Handvest van de grondrechten van de Europese Unie) herschreven heeft om de geslachtsgelijkheid tot uitdrukking te brengen, deed ik een voorstel om onze Belgische Grondwet, die op dat punt toch ook een voorbeeldfunctie te vertolken heeft, in die

Ladite proposition a été redéposée durant la présente législature (doc. Sénat, n° 5-206/1 - SE 2010).

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Cet article remplace le mot «*geneesheer*» par le mot «*arts*» et le mot «*geneesheren*» par le mot «*artsen*» dans l'ensemble du texte néerlandais.

Cette modification ne s'applique pas aux dénominations «*Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen*» (Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux) et «*Nationale Commissie Geneesheren-Ziekenfondsen*» (Commission nationale médico-mutualiste).

La Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux doit son nom à l'arrêté royal n° 47 du 24 octobre 1967 instituant une Commission paritaire nationale médecins-hôpitaux et fixant le statut des Commissions paritaires nationales pour d'autres praticiens de l'art de guérir ou pour d'autres catégories d'établissements ainsi que des Commissions paritaires régionales. Pour remplacer ici le mot «*geneesheren*» par le mot «*artsen*», il faut donc d'abord modifier l'arrêté royal n° 47 proprement dit.

Le même problème se pose à l'article 168, où figure la dénomination «*Nationale Commissie Geneesheren-Ziekenfondsen*». Cette commission trouve son fondement à l'article 34 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Article 3

Cet article remplace le mot «*ziekenhuisgeneesheer*» par le mot «*ziekenhuisarts*» dans l'ensemble du texte néerlandais.

Article 4

Cet article remplace le mot «*hoofdgeneesheer*» par le mot «*hoofdarts*» dans l'ensemble du texte néerlandais.

Article 5

Cet article remplace le mot «*geneesheer-diensthoofd*» par le mot «*arts-diensthoofd*» et le mot

zinnig te wijzigen. Dit voorstel werd ook in deze zittingsperiode heringediend (stuk Senaat, nr. 5-206/1 - BZ 2010).

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

Dit artikel vervangt overal in de tekst het woord «geneesheer» door het woord «arts» en het woord «geneesheren» door het woord «artsen».

Dit is niet van toepassing op de benamingen Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen en Nationale Commissie Geneesheren-Ziekenfondsen.

De Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen ontleent haar benaming aan het koninklijk besluit nr. 47 van 24 oktober 1967 tot instelling van een Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen en tot vaststelling van het statuut van de Nationale Paritaire Commissies voor andere beoefenaars van de geneeskunst of voor andere categorieën van inrichtingen, alsmede van de Gewestelijke Paritaire Commissies. Het woord «geneesheren» kan hier slechts door artsen worden vervangen na een wijziging van het koninklijk besluit nr. 47 zelf.

In dezelfde zin is er een probleem met artikel 168, dat de Nationale Commissie Geneesheren-Ziekenfondsen vermeldt. Die commissie vindt haar rechtsgrond in artikel 34 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Artikel 3

Dit artikel vervangt overal in de tekst het woord «ziekenhuisgeneesheer» door het woord «ziekenhuisarts».

Artikel 4

Dit artikel vervangt overal in de tekst het woord «hoofdgeneesheer» door het woord «hoofdarts».

Artikel 5

Dit artikel vervangt overal in de tekst het woord «geneesheer-diensthoofd» door het woord «arts-

«*geneesheren-diensthoofd*» par le mot «*artsen-diensthoofd*» dans l'ensemble du texte néerlandais.

Article 6

Cet article remplace le mot «*geneesheren-specialisten*» par le mot «*artsen-specialisten*» dans l'ensemble du texte néerlandais.

Article 7

Cet article remplace le mot «*geneesheren-adviseurs*» par le mot «*artsen-adviseurs*» dans l'ensemble du texte néerlandais.

Article 8

Cet article remplace le mot «*geneesherenkorps*» par le mot «*artsenkorps*» dans l'ensemble du texte néerlandais.

Article 9

Cet article remplace le mot «*vroedvrouw*» par le mot «*vroedkundige*» dans l'ensemble du texte néerlandais.

*
* *

diensthoofd» en het woord «*geneesheren-diensthoofd*» door het woord «*artsen-diensthoofd*».

Artikel 6

Dit artikel vervangt overal in de tekst het woord «*geneesheren-specialisten*» door het woord «*artsen-specialisten*».

Artikel 7

Dit artikel vervangt overal in de tekst het woord «*geneesheren-adviseurs*» door het woord «*artsen-adviseurs*».

Artikel 8

Dit artikel vervangt overal in de tekst het woord «*geneesherenkorps*» door het woord «*artsenkorps*».

Artikel 9

Dit artikel vervangt overal in de tekst het woord «*vroedvrouw*» door het woord «*vroedkundige*».

Sabine de BETHUNE.
Cindy FRANSSEN.

*
* *

PROPOSITION DE LOIArticle 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans le texte néerlandais de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, le mot « *geneesheer* » est remplacé chaque fois par le mot « *arts* » et le mot « *geneesheren* » par le mot « *artsen* ».

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux dénominations « *Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen* » et « *Nationale Commissie Geneesheren-Ziekenfondsen* ».

Art. 3

Dans le texte néerlandais de la même loi, le mot « *ziekenhuisgeneesheer* » est remplacé chaque fois par le mot « *ziekenhuisarts* ».

Art. 4

Dans le texte néerlandais de la même loi, le mot « *hoofdgeneesheer* » est remplacé chaque fois par le mot « *hoofdarts* ».

Art. 5

Dans le texte néerlandais de la même loi, le mot « *geneesheer-diensthoofd* » est remplacé chaque fois par le mot « *arts-diensthoofd* » et le mot « *geneesheren-diensthoofd* » par le mot « *artsen-diensthoofd* ».

Art. 6

Dans le texte néerlandais de la même loi, le mot « *geneesheren-specialisten* » est remplacé chaque fois par le mot « *artsen-specialisten* ».

Art. 7

Dans le texte néerlandais de la même loi, le mot « *geneesheren-adviseurs* » est remplacé chaque fois par le mot « *artsen-adviseurs* ».

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008, wordt het woord « *geneesheer* » telkens vervangen door het woord « *arts* » en het woord « *geneesheren* » door het woord « *artsen* ».

Het eerste lid is niet van toepassing op de benamingen « *Nationale Paritaire Commissie Geneesheren-Ziekenhuizen* » en « *Nationale Commissie Geneesheren-Ziekenfondsen* ».

Art. 3

In dezelfde wet wordt het woord « *ziekenhuisgeneesheer* » telkens vervangen door het woord « *ziekenhuisarts* ».

Art. 4

In dezelfde wet wordt het woord « *hoofdgeneesheer* » telkens vervangen door het woord « *hoofdarts* ».

Art. 5

In dezelfde wet wordt het woord « *geneesheer-diensthoofd* » telkens vervangen door het woord « *arts-diensthoofd* » en het woord « *geneesheren-diensthoofd* » door het woord « *artsen-diensthoofd* ».

Art. 6

In dezelfde wet wordt het woord « *geneesheren-specialisten* » telkens vervangen door het woord « *artsen-specialisten* ».

Art. 7

In dezelfde wet, wordt het woord « *geneesheren-adviseurs* » telkens vervangen door het woord « *artsen-adviseurs* ».

Art. 8

Dans le texte néerlandais de la même loi, le mot « *geneesherenkorps* » est remplacé chaque fois par le mot « *artsenkorps* ».

Art. 9

Dans le texte néerlandais de la même loi, le mot « *vroedvrouw* » est remplacé chaque fois par le mot « *vroedkundige* ».

20 juillet 2010.

Art. 8

In dezelfde wet wordt het woord « *geneesherenkorps* » telkens vervangen door het woord « *artsenkorps* ».

Art. 9

In dezelfde wet, wordt het woord « *vroedvrouw* » telkens vervangen door het woord « *vroedkundige* ».

20 juli 2010.

Sabine de BETHUNE.
Cindy FRANSSEN.